EDITION HEBDOMADAIRE

Fondée en 1827

L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

POLITIQUE LITTÉRATURE — PRO ARIS ET FOCIS — SCIENCES, ARTS

VOLUME 89 — NOUVELLE-ORLEANS, LNE., MARDI, 3 AOUT 1920. — NO. 124

W.S.S. WAR SAVINGS STAMPS ISSUED BY THE UNITED STATES GOVERNMENT

Howard Library, Gamp and Howard.

DERNIERES NOUVELLES LOCALES

Les trois arbitres qui doivent s'occuper de régler les questions qui furent la cause de la dernière grève des employés des tramways de la ville ont été nommés et leur choix a été approuvé par le juge Foster. Ce sont MM. Charles J. Théard, président de la Banque des Citoyens; George Terriberry, avocat, et John P. O'Leary, président de la "Jefferson Construction Company." Toutes les parties intéressées dans l'affaire semblent être satisfaites du choix des arbitres

D'après un bulletin du Bureau de Santé de la Louisiane, les rats aux Etats-Unis détruisent pour $18,000,000 de produits par an, sans compter qu'ils sont les colporteurs de la peste bubonique et de liens d'autres fléaux. On calcule qu'il y a beaucoup plus d'un million de rats dans le pays, donc la grande nécessité de leur faire une guerre acharnée, incessante. Ecrivez donc au Service du Bureau de la Santé Publique, à Washington, D. C., pour une copie, gratuite, d'un pamphlet intitulé: "Le Rat: Arguments pour son Elimination et Méthodes pour sa Destruction." ("The Rat: Arguments for its Elimination and Methods for Its Destruction.")

Les grands magasins de l'Appalachian corporation, occupant l'îlet borné par les rues Thalia, Erato, Front et South Peters, ont été détruits par un incendie vendredi dernier. La section des magasins détruite contenait des marchandises d'une valeur de $780,000. Le total des pertes, en comptant les dommages à la bâtisse, etc., s'élève à $1,500,000. Le tout est couvert par une police d'assurance.

L'énorme augmentation des taux de frets et passagers sur les chemins de fer aidera beaucoup le commerce du port de la Nouvelle-Orléans, en rétablissant le service des cours d'eau, tels que le Mississipi, l'Ohio, etc. Le port de la Nouvelle-Orléans est destiné à devenir le plus grand port des Etats-Unis, et peut-être du monde. La différence dans le prix de transport entre les chemins de fer et les cours d'eau est si grande que les produits de tous les Etats bordant les grands cours d'eau seront naturellement forcés de se servir de ces routes à meilleur marché, et tout ce commerce se dirigera vers notre port. Des océans d'encre ont été gaspillés dans les dernières cinquante années en faveur du rétablissement du service des cours d'eau, mais l'influence sournoise des grands chemins de fer concentrés dans la ville de New York a rendue à nul tous les grands efforts faits jusqu'à présent dans ce but.

La grande fête patriotique française du 14 juillet, qui avait été renvoyée à une autre date à cause du mauvais temps, sera célébrée le dimanche, 15 août. Le programme de la fête, qui a déjà été publié, n'a pas été changé, et les mêmes orateurs déjà annoncés prononceront des discours patriotiques à cette occasion.

Les assassins de Mme Bertha Neason, Philix J. Birbiglia et Charles Zelenka, Jr., ont été condamnés à souffrir la peine de mort par le juge Baker.

Un nègre arrêté par la police dernièrement a confessé avoir dévalisé plus de trente demeures dans le haut de la ville.

La Question des Fonctionnaires.

Cette chronique n'est pas une revue. Les événements sont trop voyants, trop mobiles et trop complexes pour que je puisse, de semaine en semaine, essayer d'en saisir le mouvement. Je m'attache moins au passé qu'à l'avenir et mon dessein, le seul que les conditions de cette publication rendent possible, est de dégager et de poser les problèmes, intérieurs ou extérieurs, qui doivent préoccuper et retenir l'attention publique. Comment pourrais-je, par exemple, saisir dans les détails de la discussion les débats financiers qui se poursuivent au moment où j'écris? Je risquerais d'arriver trop tard à la date de la publication de mon article et le fait accompli enlèverait tout intérêt à mes commentaires. N'en conclusez pas que je n'ai le souci de la situation financière. Tout au contraire, elle m'obsède, et je veux simplement dire qu'il faudra que je l'élève quelque jour au-dessus des discussions passagères et des conflits accidentels pour en dégager l'ensemble, les périls et les remèdes.

Dès maintenant, une autre question se pose, qui ne renferme pas un moindre danger, mais qui est heureusement plus facile à résoudre puisqu'il y suffit de l'énergie et de l'esprit de suite des pouvoirs publics. Battue sur le terrain de l'atte qu'elle avait choisi, la Confédération Générale du Travail prépare une revanche. Elle dresse et elle arme contre l'Etat les fonctionnaires de l'Etat. Entre le gouvernement et ses agents une bataille est engagée dont l'issue dépendra beaucoup de l'esprit public.

C'est un signe et un progrès des temps que le rôle joué par l'opinion. A mesure qu'elle en a conscience, elle s'y applique avec un soin plus étudié. Elle sent qu'on ne peut rien sans elle ou contre elle, et qu'elle est la complice, en attendant l'heure où elle en devint la dupe et la victime, de ce qu'elle laisse faire. D'un mot, elle est maîtresse. Le mandat qu'elle confère à ses élus parlementaires leur crée des droits qui n'épuisent pas les siens. Elle ne conserve pas seulement un pouvoir de contrôle, mais une autorité qui peut être impérative et une action qui peut devenir décisive. Qui s'appuie sur l'opinion se donne une force presque irrésistible. Qui va contre elle s'arrête et se brise. De là ces affiches et ces appels où l'on s'applique, des journaux aux murs, à la persuader et à conquérir.

Les fonctionnaires, en mal de syndicat, n'ont pas manqué à la règle. On a vu un matin surgir de grands placards où il y avait, malheureusement, plus de menaces que de raisons et où l'on sentait moins un mouvement corporatif qu'un souffle de révolte. Je ne suis pas l'adversaire des fonctionnaires; j'ai dirigé pendant des années des administrations publiques où j'ai pu me pénétrer de leurs besoins et constater leurs services. Il y avait du vrai et du juste dans leurs revendications professionnelles. Mal payés et livrés à l'arbitraire, ils avaient raison de réclamer des moyens de vivre et des garanties contre le favoritisme. Leurs voix ont été écoutées. S'il reste encore à faire, il s'en faut que les pouvoirs publics se soient montrés indifférents. Les traitements ont été relevés et toutes les administrations, ou presque toutes, ont des statuts où un large libéralisme, qui est un signe des temps nouveaux, règle l'avancement des fonctionnaires et les protège contre des complaisances abusives ou des rigueurs injustifiées.

Que veulent-ils de plus? Tant qu'ils ne sortent pas du cadre professionnel et de l'action légale, il n'y a rien à dire et il pourra, après examen et discussion, y avoir quelque chose à faire. Cela ne suffit pas aux agitateurs. Pendant longtemps, les fonctionnaires ont demandé un statut général qui fît à leurs droits et à leurs devoirs une part équitable. On a trop hésité à le leur accorder. Est-ce une raison, parce qu'il est tardif, pour qu'il soit inquiétant, et ce retard excuse-t-il la sorte de défi presque insurrectionnel que des fonctionnaires, cachés d'ailleurs sous l'anonymat collectif de leurs associations, ont porté au gouvernement et au Parlement? A l'avance, ils repoussent la loi, pourtant si libérale, qui doit régler leur situation, et ils jurent, si elle est votée, de la désespérer.

D'où vient cet état d'esprit? D'un mot parfaite, dont il ne s'est jusqu'ici rencontré personne pour dégager le sens et la portée. Des cheminots aux postiers, des postiers aux instituteurs, des instituteurs aux douaniers, des douaniers aux agents des contributions indirectes, de ceux-ci à d'autres et bientôt à tous, la nationalisation a exalté les cerveaux. Que veut dire ce vocable long et dur? On l'ignore, mais on s'en grise. Pour atteindre un but indéterminé, on réclame un moyen, qui, lui du moins, est clair, pratique et connu: le syndicat. Vieille querelle. A peine la loi du 21 mars 1884 venait-elle de créer les syndicats professionnels que des fonctionnaires en exigeaient le bénéfice et que les pouvoirs publics en refusaient l'autorisation. Dès le 20 septembre 1887, le bon Spuller écrivait une circulaire dont les principes et les formules n'ont rien perdu de leur force:

"Une fonction publique n'est pas une profession, de même qu'un traitement n'est pas un salaire... La loi qui organise les syndicats professionnels leur reconnaît des attributions manifestement incompatibles avec l'idée même d'une fonction publique."

Ces vérités d'évidence n'ont pas encore triomphé. Tantôt assoupi et tantôt violent, tantôt localisé et tantôt généralisé, voici plus de trente ans que le conflit dure... L'audace grandissante des fonctionnaires — d'une minorité de fonctionnaires — a été encouragée par la faiblesse et par les contradictions des pouvoirs publics. Ministre de M. Clemenceau en 1907, j'ai, en complet accord avec lui, réprimé des grèves postales dont le mot d'ordre était le syndicat. Quelques années plus tard, M. Clemenceau, dont M. Clémentel était devenu le ministre et l'interprète, accordait à ces mêmes agents, non évidemment le droit de grève, mais le droit de choisir entre l'association de la loi de 1901 et le syndicat de la loi de 1884! Du syndicat à la grève, il n'y a qu'un pas, tentant et aisé. S'il est franchi l'Etat est perdu, et l'Etat, c'est vous, c'est moi, c'est tout le monde. Aux obscurités périlleuses de la nationalisation, il n'est que temps d'opposer les droits réels de la nation souveraine. Toute heure qui passe sans apporter de solution à ce problème urgent est perdue pour l'Etat et gagnée par l'anarchie. La France conserve, hélas! trop de soucis au dehors pour courir le risque d'un affaiblissement intérieur.

LOUIS BARTHOU,
de l'Académie française,
ancien Président du Conseil.

LE DEGRE DU FROID.

Un canadien et un écossais causaient du froid intense qui règne en Ecosse.

—Bah, cela n'est rien comparé aux froids que nous avons chez nous, reprit le canadien. Je me rappelle, un hiver, un mouton a voulu sauter par-dessus une clôture et dans le trajet il est resté gelé comme un bloc de glace dans l'air.

—Mais, reprit l'écossais, cela est impossible, la loi de gravité...

—Oh! nous autres, nous ne faisons pas les choses à moitié; la loi de gravité était gelée aussi.

La vraie richesse consiste à être satisfait de ce que l'on a.

L'HON. MARTIN BEHRMAN, MAIRE DE LA NOUVELLE-ORLEANS

Le Parisien Devant la Nature

Voici que s'ouvre la saison où, chaque année, les Parisiens consacrent quelques semaines à la contemplation, ou, plus exactement, à la fréquentation de la nature. Durant les mois de juillet, d'août et de septembre, il n'est guère d'habitant de la grande cité qui ne trouve moyen de concilier ses occupations les plus absorbantes avec l'accomplissement de ce devoir annuel. Cette coutume, d'ailleurs, fait, pendant cette période, de Paris une ville délicieusement vide et tranquille, dont savent jouir les quelques incorrigibles citadins qui refusent avec obstination de quitter leurs habitudes urbaines pour le hasard champêtre des villégiatures.

J'ai dit hasard, mais le mot n'est pas exact. Ce n'est pas au hasard que le Parisien, à ce moment de l'année, entre en rapport avec la nature. Des raisons qui président au choix de ses déplacements, les unes sont des raisons de famille, les autres des raisons de santé. Quelquefois aussi, il obéit au goût qui le porte vers la mer, la forêt ou la montagne, la plage ou le pic, la station thermale ou balnéaire. Mais il faut reconnaître qu'une fois son parti pris, pour l'une ou l'autre des considérations que j'indique, notre Parisien, oubliant les motifs personnels ou familiaux qui ont dirigé son choix, s'empresse loyalement d'entrer en contact avec les ressources rustiques et pittoresques du lieu où les circonstances estivales l'ont conduit.

Sur ce point, il règne chez nos campagnards improvisés une touchante unanimité. Jeunes ou vieux, tous s'efforcent de profiter de leur séjour des plaisirs naturels que leur offrent ces champs, ces monts et ces grèves, et ils y apportent une extrême bonne foi et un zèle des plus louables. Les plus acharnés citadins se découvrent tout à coup une âme singulièrement agreste et bucolique. Ils s'intéressent avec une docile facilité à toutes choses de la campagne. Ils se font virgiliens en face des couchers de soleil et des clairs de lune. Le pittoresque des sites éveille en eux un sens atavique de la nature qui les rendrait aisément aux travaux de la terre et, pour un peu, leur mettrait aux mains la hampe de l'aiguillon et le manche de la charrue.

Et ils sont sincères dans leur rusticité momentanée, sincères au point d'en oublier la ville et de se laisser aller à admirer la vie champêtre! Combien de ces citadins renaturalisés ne se croient-ils pas, un instant, le désir de renoncer aux attraits artificiels de Paris pour s'établir définitivement dans le pays dont le charme les a conquis! Et c'est alors que l'on forme ces projets que nous avons tous formés, au moins une fois! C'est alors que l'on pense à acheter ou à bâtir. L'existence urbaine que nous avons menée si longtemps nous paraît soudain vaine et inutile. L'heure qui sonne au clocher du village, ne pourrait-on pas l'appeler "l'heure de l'irgis," celle où il faut songer "à faire sa retraite?" Nous nous sentons subitement un vif besoin de paix et de repos, de cette paix et de ce repos que le voisinage de la nature peut seul nous donner. Nous voici devenus des sages et l'envie nous prend, comme au sage, de "cultiver notre jardin."

Ce goût subit de la nature qui, une fois l'an, se manifeste chez le Parisien en vacances, le pousse aux actes les plus inattendus. Sachant sans doute, vaguement, que ce goût ne sera que passager, nous sommes portés à l'exagérer. Cette petite comédie de plein air que le citadin se joue à lui-même fait qu'il se déclare sensible à des agréments qui n'en sont que de fort discutables, mais il accepte le rôle qu'il s'est donné avec un véritable stoïcisme. Aussi le voyons-nous, en l'honneur de la nature, se contenter des installations défectueuses et sommaires des villégiatures, supporter les inconvénients des locations temporaires et la promiscuité bruyante des hôtels. Mais tout cela est com-

Continué à la quatrième page.

Consulat Général de France à la Nouvelle-Orléans.

Biens Séquestrés des Alsaciens-Lorrains

Le Consulat Général de France à la Nouvelle-Orléans a l'honneur d'informer ses compatriotes qu'avant de se séparer, le Congrès des Etats-Unis a voté une loi autorisant le retour aux Alsaciens-Lorrains des biens leur appartenant, et qui, pendant la guerre, avaient été placés sous séquestre par le gouvernement des Etats-Unis.

Les intéressés pourront s'adresser à ce Consulat Général, qui leur fera connaître les dispositions de la nouvelle loi et leur fournira tous renseignements utiles sur la procédure à suivre pour obtenir la restitution de leurs biens.

Une dépêche officielle de Varsovie annonce la prise de la ville de Dubno par les Polonais.

J'AI CUEILLI DU SOLEIL.

J'ai cueilli du soleil pour en faire un bouquet,
Puis j'ai posé ces fleurs de vibrantes lumières
En offrande d'amour au seuil de ce bosquet
Où j'ai fermé souvent en rêve mes paupières.

J'ai cueilli du soleil, j'en ai gerbé les fleurs;
C'était une splendide et brillante brassée,
Un émoi de rosée y mélangeait ses pleurs
Et j'ai tenu ces fleurs longuement embrassées.

J'ai cueilli du soleil à l'aube du matin
Et mes mains ont gardé l'odeur de ses pétales,
Et mon cœur a dans lui de l'or clair et divin,
Et mon âme est une âme en robe de Vestale.

J'ai cueilli du soleil, j'ai cueilli la clarté,
J'en ai jeté dans l'ombre, et l'ombre est lumineuse!
J'en ai jeté par terre, et vois-tu, c'est l'été;
J'en ai gardé pour moi, ma vie est radieuse.

J'ai cueilli du soleil aux parterres du ciel,
J'en ai fait des bouquets, des gerbes de lumières,
J'ai cueilli du soleil, de l'or doux et réel,
Et j'en ai plein le cœur et tout plein mes paupières.

MAURICE GAUCHEZ.
(Extrait de L'Hymne à la Vie.)

LE GENERAL DE CASTELNAU
Candidat à la Présidence de la République.

Dans les milieux radicaux on se préoccupe sérieusement d'un mouvement qu'on assure important et qui se produisit autour du général de Castelnau.

Des membres de la droite et non de moindres, escomptant l'éventualité de la démission de M. Paul Deschanel, ont formé le projet de présenter la candidature nettement conservatrice et religieuse du général de Castelnau, député de l'Aveyron.

Le projet serait assez avancé pour que les promoteurs aient recueilli non seulement des adhésions mais des sommes considérables pour provoquer un mouvement d'opinion par des conférences et une campagne de presse dont on étudie en ce moment les modalités.

N'EST-CE PAS ASSEZ?

La dame, au chemineau — Vous devriez avoir honte de mendier. Vous êtes un homme solide. Vous devriez être capable de travailler. Vous êtes une disgrâce pour l'humanité. Pourquoi n'allez-vous pas à la rivière pour prendre un bain?

Le chemineau — Un bain! Vous ne trouvez pas que l'on est assez puni d'être forcé de boire de l'eau sans être obligé de se baigner pardessus le marché?

UN MOT UN PEU LESTE DE CLEMENCEAU

On sait que M. Clemenceau souffre d'une maladie spéciale qui nécessita avant la guerre une opération douloureuse. Depuis il est obligé à certaines précautions. Son médecin ordinaire lui conseillait l'emploi des bougies pour l'uréthre, ce à quoi le Tigre s'oppose, ayant horreur de ce procédé. Comme le docteur insistait l'autre jour:—"Non, non, ripostait M. Clemenceau, vous ne me ferez jamais prendre ma vessie pour une lanterne.

Au Restauranb—Jules—Qu'est-ce que tu manges généralement dans ce restaurant? Conrad—Je n'en sais rien. Demande au cuisinier.

DERNIERES NOUVELLES DE PARTOUT

True translation filed with the Postmaster, at New Orleans, La., on Tuesday, as required by Act of October 6, 1917.

L'armée polonaise du nord a été détruite. Ce qui reste de cette armée s'enfuit en grand désordre à l'intérieur. La ville de Lemberg sera abandonnée à moins de renforts immédiats. Les Russes sont à cent milles de Varsovie, capitale de la Pologne, et avancent rapidement. Les autorités militaires polonaises font tous les efforts possibles pour renforcer leurs lignes.

Les dernières nouvelles sont beaucoup plus rassurantes. Les Polonais, ayant reçu des renforts et réussi à réorganiser leur armée en partie, font une résistance désespérée et ont obtenu des succès assez encourageants.

A Moscou on parle d'un coup d'état militaire contre le gouvernement de Lenine et de Trotzsky et l'établissement d'une dictature.

L'admission de l'Allemagne, de l'Autriche et de la Hongrie dans la Ligue des Nations est très incertaine dans ce moment-ci.

La commission franco-anglaise envoyée en Pologne pour investiguer la situation polonaise rapporte qu'avec le secours nécessaire il est encore possible de remédier à la situation critique qui menace la Pologne.

L'arrangement fait entre l'Angleterre et la France pour contrôler et monopoliser les huiles de pétrole de la Mésopotamie et ailleurs ne sera probablement pas approuvé par les Etats-Unis, qui sont en faveur de la porte ouverte de tous les côtés.

La Chambre des Députés a approuvé l'arrangement fait à Spa, au sujet du charbon, par le premier ministre Millerand.

Berlin.—Les membres du cabinet allemand ont approuvé un projet de loi relatif au désarmement des civils. Ce projet de loi sera soumis immédiatement au reichstag. Le nouveau projet de loi relatif à l'armée contient une clause abolissant le service obligatoire.

Berlin. — Herr Simons, ministre des affaires étrangères, a prononcé un discours au reichstag et démenti la rumeur disant que l'Allemagne avait songé à se joindre aux bolchévistes russes pour n'avoir pas à remplir ses engagements. Il a dit que l'Allemagne resterait neutre dans le conflit russo-polonais.

Athènes. — Un communiqué dit que la prise d'Adrianople termine en réalité les opérations contre les forces principales de Jafra Tayars. Le plan grec a été exécuté d'une façon parfaite et les Turcs ont pris la fuite en abandonnant leurs armes, leurs munitions et leurs vivres.

Berlin.—Léon Trotszky, s'adressant à une réunion des employés des chemins de fer russes à Moscou, passe pour avoir dit, d'après un message radiotélégraphique: "Les évènements actuels montrent que la Pologne ne va pas être plus longtemps un Etat tampon et un obstacle pour nous. Elle sera au contraire un pont sur lequel passera la révolution sociale qui doit atteindre l'Europe Occidentale. Ceci est la raison qui pousse l'Entente à venir en toute hâte à son aide. De notre côté, nous faisons tous nos efforts pour mettre l'Entente en présence du fait accompli, l'annihilation de la Pologne blanche avant qu'on ait pu venir à son secours"